

"Il serait de toute façon déraisonnable de refuser aux pays en voie de développement les techniques les plus modernes pour les aider à améliorer leur niveau de vie. Dans un monde qui s'inquiète de plus en plus de l'épuisement des réserves de combustibles fossiles, des disettes de vivres et de la lutte contre la maladie, il serait toutefois irréfléchi de leur refuser les avantages de l'ère nucléaire: les réacteurs nucléaires, les isotopes agricoles, les installations de traitement au cobalt."

Nous avons cette technologie avancée au Canada. C'est une des gloires de l'industrie canadienne et elle a des applications dans tous les pays du monde. Il y a des députés qui disent cet après-midi: "Arrêtez cela. Cessez de livrer cette technologie. Gardez-la pour les Canadiens, car nous ne voulons pas faire comme les autres pays et prendre des risques". De toute évidence, nous en prenons. Ils disent: "Nous préférons abandonner la partie plutôt que de faire face au dilemme auquel donne lieu notre politique: comment partager notre technologie avec le reste du monde et, en même temps, éviter la prolifération des armes nucléaires?" Car tel est le dilemme.

Le député a dit que c'était une question de morale. Mais il ne tient pas compte du problème moral que nous, en tant que nation riche et développée, nous aurons à résoudre si nous le suivons et si nous refusons de prendre les risques que d'autres pays développés prennent - et ils existent - et de partager notre technologie avec le reste du monde. Le député a parlé de points chauds. Il est certain qu'il y a des points chauds dans le monde. Je me demande quelles parties du monde sont exemptes de conflit. Y a-t-il un pays au monde - y compris le Royaume-Uni qui a des problèmes avec l'Irlande du Nord - dont on ne puisse dire qu'à cause des difficultés internes, il serait plus prudent d'interrompre toute participation avec lui.

Des députés ont parlé d'un moratoire en termes clairs: nous devrions cesser de fournir des réacteurs nucléaires de puissance, du matériel nucléaire - y compris l'uranium qui sert à alimenter les réacteurs - et la technologie nucléaire. J'avais auparavant exposé la situation à la Chambre en toute honnêteté: j'avais fait un énoncé de faits. Le député de Nanaimo-Cowichan-Les Iles a dit que c'était une incrimination. Si nous devons mettre un terme à notre participation, si nous devons cesser de vendre les réacteurs Candu, d'autres pays prendraient la relève. C'est un fait indéniable. C'est également un fait que l'influence considérable que le Canada a exercée et continue d'exercer sur le relèvement des normes parmi les puissances nucléaires du monde s'en trouverait amoindrie. La politique que préconise l'honorable député annihilerait entièrement l'influence considérable que le Canada possède actuellement.